

Titre

« Il faut tout un village pour élever un enfant » : Démarche d'un projet d'étude sur la situation des intervenants engagés à faire ensemble pour la petite enfance au Québec

Contexte de la problématique

Le dicton « Il faut tout un village pour élever un enfant » est fort de sens pour témoigner du consensus qu'il y a autour de l'importance d'agir ensemble pour favoriser le développement des tout-petits. À cet effet, plusieurs politiques gouvernementales ont été déployées pour agir en cohérence avec cette priorité. La concertation est d'ailleurs l'un des moyens privilégiés par les décideurs publics et privés pour favoriser le faire ensemble.

Au Québec, en petite enfance, un acteur majeur a fait son entrée en 2009. Issu d'un partenariat public-privé entre le ministère de la Famille et des Aînés et la Fondation privée Lucie et André Chagnon, Avenir d'enfants (AE) a été mis sur pied afin de gérer la création d'un fonds conjoint de 400 millions. Ce fonds, déployé sur 10 ans, vise à soutenir des projets concertés destinés à optimiser le développement global des enfants âgés de 5 ans et moins afin que chacun ait les chances d'avoir un bon départ dans la vie. Ayant dans sa mire tous les niveaux du système de l'enfant (local, régional et national), AE implique depuis 2009, différents leaders en dehors des programmes établis ou approuvés par le gouvernement du Québec pour agir collectivement en faveur de la petite enfance. Cela dit, en ayant le mandat de gérer le fonds institué par le projet de loi 7, AE incite les partenaires de différents milieux à agir collectivement au-delà du mandat respectif qui leur est habituellement confié par leur milieu d'appartenance ou par un programme gouvernemental déjà en place. Ces actions peuvent être de nature locale par le biais de regroupements locaux de partenaires. Elles peuvent également être régionales avec les instances de concertations régionales qui favorisent l'arrimage entre les regroupements locaux. Elles peuvent enfin avoir une portée nationale, et prendre l'ampleur de projets de partenariat en innovation.

Au Québec, cette façon d'inciter les acteurs à sortir de leurs milieux respectifs en vue de faire ensemble devient plus courante. Or, cette forme de stratégie n'est pas exemptée d'enjeux. Depuis les dernières années, différents facteurs susceptibles d'influencer la visée de mobilisations communautaires telles que celles soutenues par AE ont largement été documentés. Le manque de ressources financières, humaines ou matérielles ainsi que les défis liés à la gestion administrative de ce type de mouvement collectif sont des exemples d'enjeux fréquemment identifiés dans la littérature. Ce qui est moins documenté, c'est la façon dont les acteurs composent avec ces enjeux pouvant les placer dans une situation de plus grande précarité. Quoique plusieurs études récentes se soient intéressées à la vulnérabilité des intervenants et à leurs effets au sein des pratiques professionnelles, peu d'entre elles portent sur l'adaptation de ces individus au quotidien. Encore moins d'auteurs considèrent l'adaptation quotidienne des acteurs engagés à sortir

de leur milieu pour agir en faveur d'une cause collective comme celle de la petite enfance. Pourtant, la présence de situations de vulnérabilité chez les acteurs peut grandement venir moduler leur façon de faire ensemble.

Comme les acteurs engagés au sein des espaces de concertation financés par AE sont les principaux moteurs des actions collectives dédiées en petite enfance, il devenait pertinent de s'intéresser à leur situation. En plus d'occuper une place de premier plan auprès des familles d'aujourd'hui, ces acteurs représentent enfin ceux qui devront assurer la pérennité du mouvement d'AE lorsque le financement prendra fin en 2019.

But de l'étude et questions de recherche

Cette recherche vise donc à comprendre comment ces intervenants s'ajustent aux différents enjeux qui les guettent au quotidien pour parvenir à faire ensemble de la façon dont ils l'entendent. Confrontés à plusieurs limites personnelles et environnementales, il devenait intéressant d'explorer les questions suivantes : Comment est-ce que les acteurs perçoivent le faire ensemble en petite enfance au Québec ? Quelle place prennent-ils au sein des espaces qui gravitent autour d'eux pour agir collectivement en cette faveur ? Sont-ils en mesure d'agir en cohérence avec le sens qu'ils donnent au faire ensemble ? Comment composent-ils avec les divers enjeux auxquels ils sont confrontés au quotidien pour y parvenir ? En raison de quels motifs agissent-ils en faveur du faire ensemble pour la petite enfance ? Est-ce qu'il y a des conjonctures qui sont propices à l'adaptation au faire ensemble ?

Cadre conceptuel

Un cadre conceptuel lié à l'étude de l'expérience d'adaptation et plus particulièrement à la notion de résilience a été choisi pour répondre à ces questions. Étant de plus en plus utilisé en recherche pour aborder la complexité des réponses positives que les individus adoptent face aux situations d'adversité, ce cadre conceptuel s'est avéré comme étant des plus pertinents.

Aspects méthodologiques

Cette étude s'inscrit essentiellement dans une approche qualitative et plus précisément dans un paradigme phénoménologique. En effet, elle vise à mettre en perspective l'expérience du faire ensemble pour la petite enfance du point de vue des acteurs engagés au sein de regroupements locaux de partenaires. De ce fait, pour dégager le sens du faire ensemble dans les paroles et les comportements des acteurs concernés, l'utilisation du récit de vie s'est avérée comme étant essentielle pour colliger les données. En utilisant l'entrevue individuelle pour faire dialoguer les acteurs sur leurs expériences subjectives du faire ensemble, la collecte de données offre enfin aux acteurs, l'occasion d'explicitier leurs perceptions, de les organiser dans un tout cohérent et de leur donner un sens nouveau.

Comme la collecte de données se fera en deux temps, elle permettra d'assurer une plus grande stabilité au discours des acteurs. Le temps 1 sera ainsi davantage exploratoire et le temps 2 plus analytique. Comme la démarche se veut itérative, les données recueillies au temps 1 permettront d'ajuster et de préciser les questions ciblées au temps 2. Cette façon de penser la collecte de données qui laisse la place à une plus grande flexibilité permettra donc de mieux refléter la réalité vécue par les acteurs. Elle permettra également d'approfondir les éléments les plus significatifs pour les acteurs au temps 2.

L'échantillon a donc été pensé en fonction de deux priorités : (1) Assurer une diversité des points de vue d'acteurs engagés à faire ensemble au sein de regroupements locaux de partenaires pour la petite enfance; (2) Cibler des acteurs pouvant se côtoyer ou partager certaines ressources, mais ne vivant pas une même réalité territoriale.

Afin de répondre à ces critères, trois regroupements locaux de de l'arrondissement de la Cité-Limoilou partenaires financés par AE ont été ciblés : la Table de mobilisation 1,2,3 Go! Limoilou, Commun'Action 0-5 ans de Saint-Roch et Saint-Sauveur, et le Collectif Caméléon Haute-Ville. Au total, 6 à 7 intervenants par territoire seront ciblés pour l'entrevue (n= 18 à 21). Pour chacun des regroupements, au moins un représentant des milieux suivants est souhaité : communautaire, municipal (Ville de Québec), Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) et Centre de la petite enfance (CPE). Enfin, au moins un acteur responsable de la coordination de chacune des tables de mobilisation sera rencontré en entrevue. Cet échantillon établi par réseaux sera donc partiellement intentionnel.

Pertinence scientifique et sociale

Comme jusqu'à maintenant, la plupart des études portant sur le faire ensemble se sont davantage intéressées aux éléments plus sociotechniques des organisations dans une perspective d'efficacité et de résultats, cette recherche vient pallier à certaines lacunes. En effet, en s'intéressant aux processus plus humains et éthiques qui sont sous-jacents au faire ensemble, cette recherche propose donc de porter une attention aux éléments plus subtils, informels et complexes qui peuvent jouer en faveur ou en défaveur du faire ensemble. Cette recherche va donc au-delà des objectifs poursuivis par la sociologie technique du fait qu'elle dépasse l'intention première d'améliorer l'organisation et les systèmes de travail pour une innovation. Cela dit, même si cette étude considère l'innovation qui a été créée en faveur de la petite enfance et souhaite travailler en cohérence avec celle-ci, l'attention n'est pas portée sur le produit, mais plutôt sur la personne. L'acteur est ainsi considéré comme sujet et non comme objet de l'innovation. Ce regard humain et systémique qui porte sur l'adaptation plus positive des intervenants au cœur de l'action collective souhaite ainsi pouvoir considérer les différences individuelles qui lient les acteurs à s'engager dans une orientation commune et collective.

En intégrant le sens et les valeurs qui sont sous-jacents au faire ensemble, cette recherche souhaite documenter la résilience comme espace de négociation entre la personne et l'environnement. Cette proposition émise en tout premier lieu par Ungar (1995) au sujet de la résilience accorde une place centrale à l'interaction dans la résilience. Ceci dit, un peu plus complexe qu'étudiée précédemment, cette conception encore récente de la résilience va au-delà de l'étude des éléments d'adversité (enjeux, facteurs de risque). Elle intègre la notion plus réflexive et évaluative de la personne. Dans ce projet, elle souhaite le faire en fournissant à l'acteur un espace propice pour réfléchir et se positionner par rapport à ses intentions, ses actions et le contexte dans lequel il se retrouve. Rejoignant ainsi certaines propositions d'éthique appliquée, cette façon de concevoir le faire ensemble ouvre la voie au dialogue et à la réflexion. Ce regard humain sur l'expérience adaptative de la personne face au faire ensemble dans un contexte d'enjeux et d'adversité propose enfin un caractère novateur encore ici peu exploré.

Références :

Avenir d'enfants. (2017). *Accompagnement des communautés*. Repéré en ligne à : <http://www.avenirdenfants.org/que-faisons-nous/soutenir-les-communautes-locales.aspx>

Bertaux, D. (2013). *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*. 3^e édition. Paris : Armand Colin.

Berthiaume, A. (2016). *La gouvernance néolibérale et les organismes communautaires québécois : Étude de la Fondation Lucie et André Chagnon*. (Maîtrise en travail social). Université du Québec à Montréal.

Biron, L. (2006). La souffrance des intervenants : perte d'idéal collectif et confusion sur le plan des valeurs. *Cahiers critiques de thérapie familiale et de pratiques de réseaux*. 36(1). p. 209-224.

Bouchard, C. (1987). Intervenir à partir de l'approche écologique : au centre, l'intervenante. *Service social*. 36(2-3) p. 454-477.

Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat : entre levier et piège du développement des communautés*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec.

Bronfenbrenner, U. (1979). *The Ecology of Human Development*. Cambridge, Harvard : University Press.

L'Écuyer, R. (1987). L'analyse de contenu : notion et étapes. Dans Deslauriers, J.-P. *Les Méthodes de la recherche qualitative* (pp. 49-65). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Macé, C. (2014). *La résilience de jeunes adultes après une prise en charge par les services de protection de la jeunesse : une perspective interactionniste*. Doctorat en psychologie. Université Laval.

Perrotin, C. (2004). Quelle place est faite à l'humain au sein des enjeux contradictoires? Dans Amiguet, O. et Roger, J., O. (pp. 135-154). *Les enjeux contradictoires dans le travail social. Perspectives systémiques*. Ramonville Saint-Agne : Érès.

Schutz, A. (1987). *Le chercheur et le quotidien : Phénoménologie des sciences sociales*. Paris : Méridiens Klincksieck.

Ungar, M. (1995). *A naturalistic study of the relationship between the process of empowerment and mental health during adolescence*. (Thèse de doctorat) Wilfrid Laurier University.

Présentation de la chercheuse principale :

Audrey Lemaire

Candidate au doctorat en psychoéducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières, Audrey Lemaire a toujours eu un grand intérêt pour l'action collective en petite enfance. Ayant travaillé activement sur divers projets communautaires et institutionnels, elle s'intéresse plus particulièrement aux différents liens qu'entretiennent les intervenants entre les organisations plus formelles. À la maîtrise et au doctorat, les espaces de concertation ont donc été les milieux privilégiés pour fonder ses questions de recherche.

Présentation des cochercheurs pour la rédaction de cet article :

Sylvie Hamel

Professeure en psychoéducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières et formée en psychologie communautaire (Ph.D.) à l'UQAM, Sylvie Hamel est la directrice principale de cette thèse. Ses intérêts de recherche sont notamment reliés au développement social communautaire, à l'action intersectorielle et au bien-être des familles et des adolescents.

Carl Lacharité

Professeur en psychologie à l'Université du Québec à Trois-Rivières, il dirige le Centre d'études interdisciplinaires sur le développement de l'enfant et la famille (CEIDEF). Ses travaux portent principalement sur le rapport entre les familles vivant en contexte de vulnérabilité psychosociale et le dispositif de services.